

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/5053/Add.1
20 janvier 1962
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

RAPPORT ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE FONCTIONNAIRE CHARGE
DE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO AU SUJET DE LA SITUATION
CONCERNANT L'APPLICATION DES RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITE
EN DATE DU 21 FEVRIER ET 24 NOVEMBRE 1961

A. Rapport sur les événements intéressant M. Antoine Gizenga

1. Après que le Parlement se fut réuni à Lovanium à la fin de juillet 1961, un gouvernement d'union nationale a été constitué (S/4913). Il était dirigé par M. Cyrille Adoula, Premier Ministre, assisté de deux Vice-Premier Ministres, M. A. Gizenga et M. J. Sendwe. Au moment de la formation du gouvernement, M. Gizenga, qui n'avait pas participé à la session parlementaire tenue à Lovanium, résidait encore à Stanleyville.
2. Lorsqu'il a été nommé Vice-Premier Ministre du nouveau gouvernement, et après la visite de M. Adoula à Stanleyville du 16 au 18 août, M. Gizenga revint à Léopoldville le 3 septembre 1961; il était en route pour la Conférence de Belgrade à laquelle il a participé en qualité de membre de la délégation congolaise, à la tête de laquelle se trouvait M. Adoula.
3. Peu de temps après que la délégation fut revenue de Belgrade, M. Gizenga a demandé l'autorisation de retourner à Stanleyville pour quelques jours afin d'y prendre ses effets personnels. Le Gouvernement central lui a donc accordé un congé de huit jours et il partit pour Stanleyville le 4 octobre 1961.
4. Les huit jours écoulés, M. Gizenga est resté à Stanleyville en dépit des notes nombreuses que lui a adressées le Premier Ministre pour lui rappeler qu'il devait rentrer sur le champ. A Stanleyville, il a créé un nouveau parti politique, du nom de PANALU (Parti national lumumbiste), ce qui a aggravé la tension à Stanleyville et dans la Province orientale. Dans un discours qu'il a prononcé le 29 novembre 1961, M. Gizenga a violemment attaqué le Gouvernement central,

surtout au sujet de la sécession du Katanga. Après que le général Lundula se fut rendu à Léopoldville où il a prêté serment de fidélité au Chef de l'Etat et réaffirmé sa loyauté envers le Gouvernement central, la tension s'est encore accrue dans la Province orientale. M. Gizenga s'en est pris de nouveau à la politique du Gouvernement central à l'occasion d'un meeting politique organisé le 10 décembre par la Jeunesse MNC et le PSA.

5. Le 8 janvier, la Chambre des représentants, saisie d'un rapport de la Commission des affaires intérieures, a adopté - par 66 voix contre 2 et 7 abstentions - une résolution No 14 (Annexe I au présent document) par laquelle elle demandait au gouvernement de prier M. Gizenga de regagner Léopoldville dans les 48 heures pour se défendre de l'accusation de vouloir faire sécession et d'avoir organisé une milice privée. Cette milice était entièrement composée de membres de la gendarmerie provinciale (d'un effectif de 300 hommes environ) et n'obéissait qu'aux ordres de M. Gizenga, ne reconnaissant pas l'autorité du Président du gouvernement provincial, ni celle du général Lundula.

6. Le 8 janvier, on apprenait de Stanleyville que M. Gizenga avait donné l'ordre d'arrêter le général Lundula et les autres membres de la mission chargée d'enquêter sur les événements survenus à Kindu les 11 et 12 novembre (S/4940/Add.13). Toutefois, il n'a pas été donné suite à cet ordre étant donné que l'officier commandant la gendarmerie a refusé de l'exécuter.

7. Le 9 janvier, le général Lundula confirmait que M. Gizenga avait reçu le jour même un télégramme du Premier Ministre lui ordonnant de regagner Léopoldville et lui accordant un délai de 48 heures pour ce faire, conformément à la résolution No 14 adoptée par le Parlement.

8. Le 10 janvier, M. Gizenga a envoyé au Parlement national un message dans lequel il déclarait notamment : "Si je suis accusé d'une faute de droit commun, d'un délit quelconque, je souhaiterais que les plaignants saisissent directement la justice pour éviter que le Parlement se substitue à elle; si par contre il s'agit d'une interpellation au sujet de mes activités en rapport avec celles du gouvernement, dans le cadre de l'exécutif, le Premier Ministre est en droit de répondre". M. Gizenga ajoutait qu'il regagnerait Léopoldville dès que la décision prise par le Parlement, en septembre 1961, touchant le rattachement du Katanga au Congo uni aurait été entièrement exécutée.

9. Le 11 janvier, M. Kasongo, Président de la Chambre, répondait à M. Gizenga dans les termes suivants : "Les mesures faisant l'objet de la résolution No 14 de la Chambre des représentants sont impératives. Elles déterminent le délai dans lequel vous êtes tenu de rejoindre la capitale. En conséquence, il vous appartient de préciser à Monsieur le Premier Ministre Adoula la date et l'heure auxquelles vous prendrez l'avion pour Léopoldville".

10. Quand il s'est avéré que M. Gizenga n'aurait pas rejoint la capitale dans les délais fixés par la Chambre, une motion de censure a été présentée le 12 janvier. Elle portait la signature de 45 députés nationaux, et demandait que M. Gizenga soit déchu de son mandat ministériel.

Le même jour, à Stanleyville, des groupes de la Jeunesse ont commencé à distribuer un tract invitant la population à soutenir M. Gizenga. Pendant la nuit du 12 au 13 janvier, la gendarmerie a été mobilisée et a pris position autour de la résidence de M. Gizenga et dans son propre cantonnement (camp Ketele). En outre, la gendarmerie a établi des barrages routiers au voisinage de la résidence de M. Gizenga et l'on annonçait qu'elle avait arrêté ses propres officiers, qui étaient détenus au camp Ketele.

11. La même nuit, la Prévôté militaire et les para-commandos aux ordres du général Lundula ont pris position autour du quartier général de leur chef.

12. Le matin du 13 janvier, le Président du gouvernement provincial, M. Simon Iosala, a fait une déclaration radiodiffusée dans laquelle il indiquait que M. Gizenga devait quitter Stanleyville et que la province continuerait d'obéir aux ordres du Gouvernement central. M. Gizenga était également prévenu qu'il aurait à subir toutes les conséquences des troubles qui pourraient éventuellement se produire.

13. Le matin du 13 janvier, vers 9 heures, des combats ont commencé au camp Ketele entre la gendarmerie et les troupes du général Lundula, au cours desquels 8 gendarmes et 6 soldats de l'ANC ont trouvé la mort. Pendant que ces combats se déroulaient, le général Lundula a demandé que les Nations Unies aident à rétablir l'ordre public en désarmant les gendarmes.

14. Le Premier Ministre Adoula a été immédiatement informé des combats qui avaient eu lieu et du fait que le général Lundula avait demandé l'assistance de l'ONUC. Le Premier Ministre réunit immédiatement le Conseil des Ministres en

séance extraordinaire; à l'issue de cette séance, il a adressé une lettre au fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo, lettre dont le numéro de référence était 222/62 (voir Annexe II).

15. Le même jour, plus tard, le Premier Ministre Adoula envoyait une deuxième lettre au fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo (voir Annexe III).

16. Les deux lettres ont été transmises immédiatement au Secrétaire général par intérim, qui a confirmé qu'il serait possible de fournir l'assistance demandée par le Premier Ministre dans le cadre du mandat assigné à l'ONUC d'aider le Gouvernement central à maintenir l'ordre public et à empêcher la guerre civile. Ces instructions ont été transmises, le soir du 13 janvier, au commandant du contingent de l'ONUC à Stanleyville. A ce moment, l'effectif des troupes de l'ONUC à Stanleyville était de quelque 980 hommes et se composait du 26ème bataillon éthiopien, d'un petit détachement du 35ème bataillon éthiopien et de divers éléments d'un commandement de brigade éthiopienne. L'officier qui les commandait, le colonel Techome, a fait savoir que le général Lundula avait sous ses ordres 5 compagnies de l'ANC, 2 compagnies de la police militaire et 2 compagnies de para-commandos. On annonçait en outre que la police municipale s'était rangée du côté du général Lundula. Ainsi, le commandant du contingent de l'ONUC était convaincu que les effectifs étaient suffisants pour exécuter le mandat, si l'évolution de la situation l'exigeait.

17. Selon un rapport reçu du représentant principal du service des opérations civiles de l'ONUC à Stanleyville, une conférence s'est déroulée le 14 janvier au matin au QG du général Lundula, à laquelle participaient une délégation des gendarmes gardant la résidence de M. Gizenga et des représentants de l'ONUC. Le général Lundula a donné 30 minutes aux gendarmes pour se rendre et déposer les armes; 34 gendarmes ont obtempéré. Pendant cette conférence, les combats ont repris au camp Ketele et des mortiers sont entrés en action. Les combats, qui opposaient les gendarmes aux soldats du général Lundula ont duré une demi-heure environ.

18. Le commandant de la gendarmerie, un capitaine et un sous-officier de gendarmerie, qui avaient été arrêtés par leurs propres soldats, ont été libérés. Ils avaient été gravement malmenés et durent être immédiatement transportés à l'hôpital de l'ONUC.

19. Le matin du même jour, M. Gizenga avec lequel des représentants des Nations Unies étaient demeurés en contact étroit, a demandé à l'ONUC de transmettre un télégramme au Premier Ministre (voir Annexe IV).

20. Toujours le 14 janvier, les troupes de l'ONUC ont continué d'aider celles du général Lundula à désarmer la gendarmerie. A la fin de la journée, tous les gendarmes étaient désarmés à l'exception d'une cinquantaine d'entre eux.

L'officier commandant les forces de l'ONUC faisait savoir que, pendant toute l'opération, seul un peloton de l'ONUC avait pris part aux engagements, sans toutefois tirer un seul coup de feu. La plupart des prisonniers étaient sous la protection de l'ONUC, à l'exception d'une compagnie qui était restée dans son cantonnement sous la garde de l'ANC.

21. Le 14 janvier au soir, le général Lundula envoyait un message au Premier Ministre Adoula (voir Annexe V).

22. Le 15 janvier, l'opération commune entreprise aux fins de capturer les autres gendarmes s'est poursuivie, et 18 gendarmes de plus ont été désarmés. Certains d'entre eux étaient en civil lorsqu'ils ont été arrêtés. On signalait qu'en ville la situation était calme et que les troupes de l'ONUC continuaient, en coopération avec celles du général Lundula, à appliquer des mesures strictes de sécurité afin d'assurer le maintien de l'ordre public. L'après-midi du 15, le Parlement de Léopoldville adoptait une motion qui lui avait été présentée le 13, et confirmait ainsi que M. Gizenga était démis de ses fonctions de Vice-Premier Ministre du Gouvernement central. Les voix se répartissaient comme suit : 67 voix en faveur, 1 contre et 4 abstentions. La motion de censure a été confirmée par l'Ordonnance No 1/62, signée le 15 janvier 1962 par le Président Kasá-Vubu (voir Annexe VI).

23. Le 16 janvier, 11 autres gendarmes étaient arrêtées. Par ailleurs, la situation à Stanleyville était parfaitement calme et bien en mains.

24. Le soir du 16 janvier, M. Gizenga, qui n'avait pas quitté sa résidence et qui était maintenant sous la garde des troupes du général Lundula, a été informé de la motion de censure adoptée par la Chambre des représentants. Le même jour, il demandait au fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies, par l'intermédiaire de son représentant à Stanleyville, de transmettre un message au Premier Ministre et au Président de la Chambre (voir Annexe VII).

En outre, M. Gizenga demandait que des troupes des Nations Unies soient mises en faction autour de son habitation.

25. Finalement, à la demande de M. Gizenga, un message a été envoyé le 17 janvier au Secrétaire général par intérim de l'ONU (voir Annexe VIII). De son côté, le Secrétaire général par intérim a envoyé, par la suite, un message au Premier Ministre Adoula (voir Annexe IX).

26. Pendant ses entretiens avec le Premier Ministre, il a été donné à entendre au fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo, que le Gouvernement central s'occupait à créer une commission d'enquête chargée d'examiner les incidents récents décrits plus haut afin de déterminer la part de la responsabilité de M. Gizenga et de faire des recommandations touchant les poursuites judiciaires qui pourraient être engagées contre lui.

27. Le 18 janvier, le Président du Gouvernement de la Province orientale et le général Lundula ont demandé l'assistance de l'ONUC pour transporter M. Gizenga à Léopoldville afin d'assurer au mieux la sécurité de celui-ci. Le lendemain, le Premier Ministre a approuvé cette demande. Le 20 janvier, M. Gizenga est arrivé dans la capitale à bord d'un appareil de l'ONU, et l'ONUC a pris toutes les mesures de sécurité nécessaires et compatibles avec son mandat.

B. Rapport sur les événements survenus au Katanga pendant la période du 9 au 19 janvier 1962

I. Situation politique

28. L'évolution de la situation s'est surtout caractérisée, pendant la période considérée, par la poursuite du retour à la vie normale à Elisabethville et l'amélioration des rapports établis par l'ONUC avec les autorités katangaises en vue d'assurer la stricte application des résolutions du Conseil de sécurité en date du 21 février et 24 novembre 1961. La situation militaire décrite dans le rapport du fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies au Congo (S/5053, par. 7) demeure inchangée. Les forces de l'ONUC ne maintiennent des contingents, dans la province du Katanga, qu'à Albertville, Manono, Kamina et Elisabethville.

29. Pendant la période considérée, l'Assemblée provinciale du Katanga a continué, lors des réunions qu'elle a tenues à Elisabethville, à examiner la Déclaration

signée à Kitona le 21 décembre 1961 par le Président de la Province. Les séances s'étant déroulées à huis clos, on ne dispose pas d'informations certaines sur les débats. Les renseignements reçus semblent indiquer cependant que l'Assemblée a donné son approbation de principe aux huit points de la Déclaration de Kitona, avec des réserves en ce qui concerne certains d'entre eux.

30. Le 5 janvier, M. Tshombé s'est adressé à l'ONUC afin d'obtenir les services d'un expert juriste neutre et a confirmé cette requête par une lettre modifiée du 13 janvier (voir Annexe X). La demande a été soumise à l'examen du Gouvernement central et, si elle est approuvée, il y sera fait droit sans délai.

31. L'amélioration générale des relations entre l'ONUC et les autorités katangaises a été marquée par un échange de prisonniers qui a eu lieu le 15 janvier sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. Quinze membres du personnel militaire de l'ONUC, que la gendarmerie katangaise avait enlevés avant de lancer son action militaire contre l'ONUC en décembre, ont été échangés contre trente-trois gendarmes et policiers katangais qui étaient détenus par les forces de l'ONUC au Katanga. A la suite de cet échange, qui a eu pour résultat la libération de tout le personnel de l'ONUC détenu par la gendarmerie, des démarches ont été effectuées par l'ONUC pour faire ramener d'Albertville à Elisabethville quelque 120 gendarmes katangais initialement cantonnés à Nyunzu et Niembo. Ces hommes avaient demandé protection à l'ONUC en décembre au moment de l'entrée de l'Armée nationale congolaise au Nord-Katanga.

II. Les mercenaires et leurs activités

32. Les autorités provinciales du Katanga n'ont pas encore pris de mesures positives pour faciliter l'application des clauses pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité en date des 21 février et 24 novembre 1961. Au cours des entretiens qui ont eu lieu récemment entre M. Tshombé et le représentant de l'ONUC à Elisabethville, M. Tshombé a indiqué qu'il souhaitait résoudre le problème par des moyens pacifiques. Cependant, jusqu'à ce jour, aucun progrès véritable n'a été accompli. Pour leur part, les fonctionnaires de l'ONUC ont à plusieurs reprises fait valoir aux autorités katangaises la nécessité impérieuse qu'il y avait d'appliquer les résolutions sans plus attendre.

33. Un groupe spécial d'enquête est arrivé du Siège de l'ONU à New York pour interroger les dix Belges et le Luxembourgeois appréhendés par les forces de l'ONUC au cours des opérations militaires de décembre (S/5053, par. 13). Après un interrogatoire serré des onze intéressés, six qui ne tombaient pas sous le coup du paragraphe A-2 de la résolution du 21 février, ont été relâchés, tandis qu'un cinquième, ancien fonctionnaire de la police, a été rapatrié en Belgique en application de ce paragraphe. Les quatre autres demeurent sous la garde de l'ONUC. En ce qui concerne trois d'entre eux, on a consulté le Gouvernement central afin de déterminer si des mesures seraient prises en vertu de l'Ordonnance No 83, du 13 novembre 1961 de ce gouvernement (S/4940/Add.14). Les mesures d'enquête se poursuivent en ce qui concerne le quatrième.

34. Comme suite à la suggestion du Gouvernement rhodésien, transmise par l'intermédiaire du Gouvernement du Royaume-Uni, tendant à ce que le Secrétaire général se rende dans la Fédération de Rhodésie pour discuter des divers aspects du trafic illicite d'armes vers le Katanga à travers la frontière rhodésienne, le Secrétaire général a répondu, après avoir pris l'avis de son Comité consultatif, qu'il n'était pas en mesure d'accepter cette invitation mais qu'il envisagerait l'envoi d'un haut fonctionnaire de l'ONU chargé de le représenter dans les entretiens qui auraient lieu à ce sujet. Cette question demeure à l'étude.

III. Ordre public

35. On a, au cours de la période considérée, renforcé et étendu les mesures tendant à maintenir l'ordre public à Elisabethville. Des patrouilles mixtes de membres des forces de l'ONUC et de la police katangaise ont continué à patrouiller les zones de troubles de la ville. Depuis le 12 janvier, la police d'Elisabethville, aidée de soldats de l'ONUC, a pris des dispositions pour faire évacuer, dans les quartiers résidentiels, des habitations occupées illégalement par des Baluba, des Tshokwe et des personnes appartenant à d'autres tribus, qui ont fui leur commune d'origine dans la crainte d'attaques de la part de la gendarmerie et de certains éléments étrangers. Le premier jour de l'opération, quelque 130 fonctionnaires de la police katangaise, renforcés de 40 soldats de l'ONUC, ont réussi à évacuer environ 1 300 "squatters" du quartier de Lumumbashi.

36. En même temps, les autorités katangaises s'efforçaient, sur la suggestion des représentants de l'ONUC, de faciliter le retour de ces personnes dans leur commune d'origine, en diffusant des appels au public par la radio et en prenant d'autres mesures destinées à faire en sorte que les membres des tribus en question ne soient pas victimes de représailles ou de mesures vexatoires lorsqu'ils rentreraient chez eux. Bien que ce problème ne soit pas encore complètement résolu, il semble que le retour à une situation normale soit en bonne voie.

37. Des mesures ont également été prises en ce qui concerne les réfugiés baluba du camp de réfugiés de l'ONUC qui causaient de nombreux désordres en organisant des expéditions dans diverses parties de la ville aux fins de pillage. Certains de ces réfugiés avaient occupé des habitations des quartiers résidentiels appartenant à des non-Congolais, mais ils ont été évacués ultérieurement par les patrouilles mixtes de la police d'Elisabethville et des troupes de l'ONUC. Cependant, le ravitaillement des réfugiés baluba du camp de réfugiés de l'ONUC s'est poursuivi. L'administration générale du camp de réfugiés a été renforcée par l'arrivée de M. N. Gussing, détaché par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui sera chargé de diriger le camp et de rechercher des solutions au problème des réfugiés.

38. On étudie aussi actuellement la possibilité d'envoyer à Elisabethville un contingent de forces de police nigériennes pour y assurer des fonctions de police. L'Adjoint au Commissaire de police de la Nigéria, accompagné de deux assistants, s'est rendu à Elisabethville le 11 janvier pour examiner cette question.

IV. Reprise de la vie économique

39. Les fonctionnaires de l'ONUC ont continué à s'occuper sérieusement du rétablissement d'une vie économique et de communications normales. La Compagnie de chemins de fer BCK a réussi à reprendre peu à peu ses services de passagers et de marchandises, ceux-ci restant sujets à un contrôle rigoureux de l'ONUC. Certains des services aériens réguliers de la SABENA ont également été rétablis.

40. En vue de rouvrir les voies de communication reliant la province du Katanga au port de Matadi, on étudie d'urgence les moyens de réparer le pont qui traverse le Lubilash. Le Gouvernement central s'est déclaré prêt à fournir toute l'assistance nécessaire pour garantir la sécurité des techniciens qui entreprendraient ce travail.

/...

41. Des entretiens ont eu lieu avec des représentants de l'Union minière en vue de la réouverture de ses installations, et notamment de l'usine de Lumumbashi, la Compagnie constituant un élément extrêmement important de la vie économique de la province du Katanga. Les fonctionnaires de l'ONUC ont insisté sur la nécessité d'une surveillance et d'une inspection militaires satisfaisantes.

ANNEXE I

Résolution No 14 adoptée par la Chambre des représentants de la République
du Congo en date du 8 janvier 1962

Après l'examen du rapport déposé par les parlementaires à l'endroit du Vice-Premier Ministre M. Antoine Gizenga, il ressort que les faits portés contre lui sont d'une telle gravité qu'ils nécessitent une décision du Parlement.

Attendu cependant qu'il serait injuste de délibérer sans donner à l'accusé l'occasion de se défendre et de présenter ses justifications,

Attendu que les préjudices qui peuvent sortir de ces actes risquent de compromettre la vie de la nation si les mesures n'étaient prises,

La Chambre des représentants du Congo adopte la décision suivante :

1. M. Antoine Gizenga, Vice-Premier Ministre, est prié de regagner Léopoldville dans les 48 heures dès la notification par le Gouvernement de la présente décision.

2. Le Gouvernement est chargé de l'exécution des présentes mesures qui sont impératives. En cas de la non-exécution de l'arrêt du Gouvernement, M. Antoine Gizenga serait considéré comme démissionnaire et devra par conséquent reprendre sa place de député à la Chambre de représentants : dans le cas contraire l'Assemblée préconiserait la mesure de la levée sur l'immunité parlementaire.

ANNEXE II

Première lettre en date du 13 janvier 1962 adressée au fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo par M. Cyrille Adoula, Premier Ministre de la République du Congo

Objet : M. A. Gizenga

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour No GVT-97/62 et vous en remercie.

Dès réception de votre communication, j'ai convoqué le Conseil des Ministres en réunion extraordinaire. Voici le texte de la décision qui vient d'être prise :

"Le Conseil des Ministres a pris connaissance des événements qui se déroulent actuellement à Stanleyville. Après délibération, le Conseil des Ministres fait confiance au général Lundula et lui demande de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires en vue d'éviter toute détérioration de la situation.

"Le Conseil des Ministres est à son entière disposition au cas où le général Lundula aurait besoin d'une aide ou d'une assistance quelconque dans l'accomplissement de sa tâche.

"Le Conseil des Ministres, unanime, le soutient et soutient le Gouvernement provincial."

Suite à la décision ci-dessus, l'ONU se mettra à la disposition du général Lundula, mais n'interviendra qu'à la demande expresse de ce dernier.

/...

ANNEXE III

Deuxième lettre en date du 13 janvier 1962 adressée au fonctionnaire chargé
de l'Opération des Nations Unies au Congo par M. Cyrille Adoula, Premier
Ministre de la République du Congo

Objet : Demande d'aide du général Lundula

Monsieur le Chargé de Mission,

Je vous remercie des renseignements que vous avez bien voulu me transmettre se rapportant à la détérioration de la situation à Stanleyville ainsi qu'à la demande spécifique d'aide faite par le général Lundula auprès de vos représentants, afin que les Nations Unies lui apportent toute l'assistance dont elles sont capables, compte tenu des troupes qu'elles ont à Stanleyville.

Je tiens à vous confirmer la requête exprimée par le général Lundula et vous serais reconnaissant si les troupes des Nations Unies se trouvant actuellement à Stanleyville pouvaient lui apporter toute l'aide dont il a besoin, ou tout autre renfort que vous jugeriez bon de lui envoyer, afin de restaurer l'ordre public et la sécurité des habitants dans cette ville.

J'espère que vous voudrez bien me tenir au courant de l'action entreprise par les Nations Unies dans ce sens et vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma très haute considération.

ANNEXE IV

Télégramme en date du 14 janvier 1962 adressé
au Premier Ministre de la République du Congo
par M. Gizenga

JE T'INFORME AINSI QUE POPULATION DE MON RETOUR LEOPOLDVILLE SAMEDI 20
COURANT. VEUILLEZ M'ENVOYER AVION ONU VENDREDI LA VEILLE AU SOIR AVION POUVANT
PRENDRE TOUS EFFETS MOI ET MON PERSONNEL. FAIS METTRE EN ETAT MON BUREAU ET MA
RESIDENCE. INFORMEZ LE CONSEIL, LE PARLEMENT ET TOUTE LA POPULATION.

ANNEXE V

Message en date du 14 janvier 1962 adressé au Premier Ministre
de la République du Congo par le général Lundula

Suis heureux vous faire savoir que les opérations de ratissage égard rebelles se déroulent normalement. Ai situation en mains. Toutes troupes 3ème Groupement être pour gouvernement. Exception une compagnie gendarmerie. Vous communiquerai résultat fin opération. Toute population être calme et fidèle au gouvernement. Plus de cent rebelles être déjà désarmés.

Stanleyville, le 14 janvier 1962

/...

ANNEXE VI

Ordonnance No 1/62 en date du 15 janvier 1962 portant démission
de ses fonctions d'un membre du Gouvernement central

Le Président de la République,

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960, relative aux structures du Congo,
spécialement en ses articles 27, 45 et 46;

Vu l'ordonnance No 62 du 2 août 1961, portant composition du Gouvernement
central du Congo,

Considérant qu'en sa session du 15 janvier 1962 la Chambre des représentants
a adopté une motion de censure à l'encontre de M. Antoine Gizenga, Vice Premier
Ministre :

Sur proposition du Premier Ministre

Ordonne

Article premier

M. Antoine Gizenga est démis de ses fonctions de Vice-Premier Ministre du
Gouvernement central.

Article deuxième

La présente ordonnance prendra effet à dater du 16 janvier 1962 et sera publiée
au Moniteur Congolais.

Fait à Léopoldville
le 15 janvier 1962

ANNEXE VII

Message en date du 16 janvier 1962 adressé au Premier Ministre et au
Président de la Chambre des représentants de la République du Congo
par M. Gizenga

Ai reçu ce mardi 16 courant à 20 h. 50 votre télégramme No 0087/150162/1530/
SecGen/PresiChamb. Je pourrai présenter ma démission s'il le faut que quand la
Chambre m'aura entendu, cette procédure étant de règle dans le régime parlementaire
pour respecter la légalité et les libertés fondamentales. Vous n'ignorez pas que
le Premier Ministre a été saisi depuis le 14 janvier de la date de mon retour
le 20 courant et ce suite à votre deuxième télégramme insistant sur la nécessité
de ma présence pour répondre moi-même aux griefs formulés contre moi. Copie de mon
télégramme à ce sujet a été remise à l'ONU pour expédition rapide. Par la même
occasion j'ai demandé au Premier Ministre de me faire assurer un moyen de transport
par l'ONU. Je suis très surpris que, pendant que j'attends l'avion de l'ONU, vous
précipitiez les choses je ne sais pour quelle intention.

Le Vice-Premier Ministre Antoine Gizenga
Stanleyville, le 16 janvier 1962

ANNEXE VIII

Message en date du 17 janvier 1962 adressé au Secrétaire général p.i.
des Nations Unies par M. Gizenga

AI l'honneur alerter l'opinion mondiale représentée par l'Organisation internationale des Nations Unies au sujet de la motion de censure que vient d'adopter la Chambre à ma charge. En effet ignore totalement les conditions dans lesquelles ladite motion a été votée ainsi que ses mobiles exacts. La décision de la Chambre en date du 15 janvier à mon égard ne pourra avoir de valeur qu'après m'avoir entendu. C'est alors que je pourrai présenter ma démission s'il le faut. L'opinion mondiale sait, depuis le 14 janvier, que j'ai fixé la date de rejoindre Léopoldville au 20 courant afin de répondre aux griefs portés contre moi et que j'ai introduit en son temps par le Premier Ministre une demande à l'ONU pour m'assurer un moyen de transport en toute sécurité. Je considère la décision de la Chambre comme une manoeuvre habile et arbitraire tendant à jouer sur le temps pour me mettre devant un fait accompli et cela dans l'intention déjà préconçue de me prendre comme prisonnier partant de Stanleyville. Pendant cette période d'effort national commun l'intérêt supérieur du pays exige que toute méthode arbitraire soit bannie et que la légalité soit respectée dans toutes les formes de procédure et dans le respect des libertés fondamentales. Je prends la liberté de tenir le Secrétaire général pour responsable de ma sécurité.

Le Vice-Premier Ministre Antoine Gizenga
Stanleyville, le 17 janvier 1962

ANNEXE IX

Message, en date du 17 janvier 1962, adressé au Premier Ministre
M. Adoula, par le Secrétaire général par intérim.

M. Linner vous a informé du message que m'a adressé M. Gizenga. Comme vous le savez, j'ai scrupuleusement évité toute intervention dans les affaires politiques et juridiques intérieures de votre pays et je continue à m'en tenir fermement à cette position. Vous me permettrez toutefois d'exprimer l'espoir, partagé, j'en suis sûr, par l'opinion mondiale, que toutes les procédures auxquelles on aura recours en ce qui concerne M. Gizenga seront pleinement conformes au droit de votre pays, qu'elles seront juridiquement régulières et que les droits que lui reconnaît la loi seront pleinement respectés. S'il y avait un besoin quelconque de l'aide des Nations Unies pour assurer la sécurité de M. Gizenga, la Force des Nations Unies s'empressera de répondre à tout appel que vous pourriez lui adresser.

ANNEXE X

Lettre en date du 15 janvier 1962 adressée au représentant des Nations Unies à Elisabethville par le Président de la Province du Katanga

J'ai l'honneur de me référer à la conversation que nous avons eue ce matin au cours de laquelle vous avez fait état des raisons pour lesquelles ma requête que l'ONU mette à notre disposition pour quelques jours un expert juriste de l'ONU n'a pas reçu de suite favorable.

L'exposé de ces raisons me fait penser qu'il y a eu malentendu sur la nature même de ma requête et ceci peut s'expliquer du fait qu'il s'est agi d'une requête formulée verbalement. Je tiens donc à préciser exactement de quoi il s'agit, en vous priant de communiquer d'urgence cette note au Dr Linner aux fins de ses entretiens à ce sujet avec Monsieur le Premier Ministre Cyrille Adoula.

Je demande le concours d'un expert juriste des Nations Unies pour examiner la forme et présentation des conclusions des discussions de l'Assemblée ainsi que leur conformité à la procédure requise, de façon à présenter un document clairement établi selon les règles juridiques. Il ne peut être question de demander à ce spécialiste de se prononcer sur le fond des questions, celles-ci relevant exclusivement de notre compétence et de nos discussions à venir avec le Gouvernement de Léopoldville.

J'espère que, avec ces éclaircissements que je vous prie de transmettre d'urgence à qui de droit, une réponse favorable me sera faite au plus tôt.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Moïse Tshombé

